Écrit par Bioprat
Mardi, 08 Juillet 2014 17:31 -

Ayant reçu plusieurs appels de détresses de biologistes indépendants poussés à bout par les normes disproportionnées imposées par la réforme de la biologie et après avoir recueillis le témoignage de médecins constatant majoritairement une dégradation des services sanitaires délivrés par les laboratoires dans le cadre d'un sondage mené auprès d'un échantillon représentatif de praticiens, le syndicat Bioprat tente une nouvelle fois d'alerter le législateur via une lettre ouverte envoyée aux députés de la Commission des Affaires Sociales. Il demande le réexamen de la réforme, pour le bien de la profession et des patients.

Mesdames, messieurs les Députés

Depuis 3 ans nous ne cessons de tirer la sonnette d'alarme sur le danger de la réforme biologie médicale.

Nous ne recevons suite à nos alertes répétées que de l'indifférence ou des courriers formatés teintés d'exaspération pincée, exprimant visiblement une absence de prise de conscience du danger que représente cette réforme, autant sur le plan sanitaire que social.

Celle-ci dissimule en réalité une expropriation forcée derrière le gage apparent d'une qualité industrielle cautionnée par un organisme privé, le COFRAC, et des décrets qui appuient son droit de vie ou de mort sur notre profession.

Aujourd'hui notre profession est déjà rachetée à 50% par les groupes financiers, puisque, sous la pression, les biologistes indépendants n'ont d'autre choix que de vendre.

Sur le terrain, on assiste à une décomposition accélérée de la qualité de la mission sanitaire dont nous sommes les garants. Résultat, patients et professionnels eux-mêmes sont mis en danger :

· *Des biologistes qui sont harcelés par le COFRAC dans le cadre de la mise en place de la démarche d'accréditation avec menace de fermeture administrative s'ils ne se plient pas aux contraintes insupportables sciemment mis en place pour les obliger à vendre. Certains biologistes à bout de nerfs nous appellent en larmes, certains envisageant même de mettre fin à leurs jours.*

· *Des techniciens de laboratoires spécialisés alarmés et qui nous écrivent pour dénoncer la situation apocalyptique de leur laboratoire où des milliers de tubes venus de toute la France sont bloqués en raison de la restructuration de leur entreprise, conséquence immédiate de*

l'application de la réforme.

· Des médecins effarés par la dégradation de notre mission sanitaire comme le prouvent les résultats de notre sondage mené auprès d'eux et dont nous vous adressons un échantillon représentatif ci-joint.

Devant la gravité de la situation, nous vous demandons de faire sursoir la date limite du mois d'octobre sur la première démarche dans l'accréditation et de la remettre ultérieurement, et de préparer dès la rentrée une modification de la réforme de la biologie qui tienne compte de la situation des laboratoires de proximité grandement menacés par cette réforme mettant en danger le patient.

Nous en appelons à votre conscience et vous plaçons en face de vos responsabilités, pour agir au plus vite et arrêter cet acharnement contre des gens qui travaillent, créent des entreprises et protègent des emplois et une profession qui n'a jamais provoqué le moindre accident sanitaire grave.

Nous voulons simplement avoir le droit républicain d'exercer notre métier et ne pas en être spoliés par des financiers ayant poussé à la mis en place de normes industrielles visant à s'approprier notre outil de travail à des seuls fins de profit.